



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**REF : ARRETE/2023/N°4/ 6.1**

**Objet : AUTORISATION DE STATIONNEMENT - SOCIETE SAS P.A.S.C**

**Le Maire,**

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,  
Vu le Code général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
Vu le code de la Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,  
Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,  
Vu le code de la route notamment les articles R.417-10 10° et R.417-28,  
Considérant la demande formulée par la société SAS P.A.S.C - 7 bis rue de Lédignan - 30300 FOURQUES, sollicitant l'autorisation de stationnement rue Jean Jaurès sur la commune d'Aigues-Mortes le vendredi 13 janvier 2023,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : DATE**

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes, autorise La société SAS P.A.S.C à stationner un véhicule de marque CITROEN type Jumpy immatriculé **1469 YY 30**, le vendredi 13 janvier 2023 de 9H00 à 16H00, afin de faciliter le démontage du matériels utilisés à l'occasion des lotos, organisés dans les différents bars autour de la place Saint-Louis.

**ARTICLE 2 : LIEU**

Le véhicule stationnera devant le N°5 Grand rue Jean Jaurès – 30220 AIGUES-MORTES.  
Devant l'ancienne pharmacie « CATHALA ».

**ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

#### **ARTICLE 5 : APPLICATION**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Madame la Directrice de l'Espace Public et de l'Environnement,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade du Grau du Roi,  
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Aigues-Mortes le 03 janvier 2023

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN.

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI

